

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

### **Marché spécifique N°12 Procédure MS12 250029- SAD 210359**

---

**Fourniture complémentaire d'articles de protection,  
d'EPI et d'articles à usage unique pour les usages de  
l'Assistance publique des Hôpitaux de Marseille  
Cat10 Pdt 22 / Cat 13 Pdt 25**

---

| Code principal | Description                     |
|----------------|---------------------------------|
| 18143000-3     | Équipement de protection        |
| 39550000-2     | Articles en non tissé           |
| '33199000-1/   | Vêtement pour personnel médical |
| 33700000-7     | Produits de soin personnel      |

**Groupement Hospitalier de Territoire Hôpitaux de Provence**  
**Procédure portée par l'APHM**  
80 RUE BROCHIER  
13354 MARSEILLE CEDEX 5

## SOMMAIRE

|   |   |
|---|---|
| 1- Dispositions générales du marché spécifique.....               | 3 |
| 1.1 - Objet du contrat.....                                       | 3 |
| 1.2 – Durée des marchés .....                                     | 3 |
| 2. Prix.....  | 3 |
| 2.1 – Caractéristiques des prix pratiqués. ....                   | 3 |
| 2.2 – Descriptifs des marchés spécifiques .....                   | 3 |
| 3. Conditions d'exécution du marché .....                         | 5 |
| 3.1 – Descriptifs des marchés spécifiques .....                   | 5 |
| 3.2 – Descriptifs techniques des produits par catégorie .....     | 5 |
| 4 - Conditions d'exécution des prestations .....                  | 5 |
| 5 - Pièces contractuelles du marché spécifique.....               | 6 |
| 6 – Clauses complémentaires.....                                  | 6 |
| 6.1 – Clause de réexamen .....                                    | 6 |
| 6.2 - Clause de réexamen des conditions tarifaires du marché..... | 7 |
| 7 – Dérogations .....   | 8 |

# 1 - Dispositions générales du marché spécifique

**Il est rappelé que ce document apporte des précisions ou des compléments au CCAP du SAD. Pour toutes les autres clauses se reporter au socle des pièces du SAD.**

## 1.1 - Objet du contrat

Le présent marché spécifique consiste en l'acquisition de produit à usage unique pour les usages de **l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille (AP-HM)**. Il porte sur la (les) catégorie(s) suivante(s):

| Marchés Spécifiques | Catégories | Produits | Désignation                    |
|---------------------|------------|----------|--------------------------------|
| MS 12.1             | 10         | 22       | Calot de chirurgie             |
| MS 12.2             | 13         | 25       | Carré de toilette pré-imprégné |

## 1.2 – Durée des marchés

Les marchés spécifiques ne pourront être notifiés que pendant la durée de validité du système d'acquisition dynamique. Les marchés spécifiques ont une durée initiale ferme de 1 an à compter de la notification.

Les marchés spécifiques sont reconduits tacitement jusqu'à leur terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à trois, avec une durée d'un an pour chaque période.

La durée maximale de reconduction, toutes périodes confondues, est donc de quatre ans.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché spécifique.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marchés spécifiques. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 2. Prix

### 2.1 – Caractéristiques des prix pratiqués.

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures, les frais de transport et le traitement des commandes

### 2.2 – Descriptifs des marchés spécifiques

Les prix sont fermes pour la première année du marché.

Par la suite, ils seront ajustables par le titulaire ou le pouvoir adjudicateur une fois, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire de la notification du marché.

Pour ce faire, le Titulaire du marché s'engage à faire parvenir au Pouvoir Adjudicateur la demande de revalorisation deux mois avant la date anniversaire de la notification du marché

Les prix sont révisibles selon la formule suivante :

#### **Si le produit de l'offre principale provient de l'Union Européenne**

Prix offre après révision = prix offre avant rév. x  $(0.3 + 0.5x(IPP_n/IPP_{n0}) + 0.2x(IMCH_n/IMCH_{n0}))$

#### **Si le produit de l'offre principale provient de pays hors Union Européenne**

Prix offre après révision = prix offre avant rév. x  $(0.3 + 0.5x(IPI_n/IPI_{n0}) + 0.2x(IMCH_n/IMCH_{n0}))$

L'indice « n » correspond au dernier indice publié (y compris provisoire) disponible à la date de la demande de révision

L'indice « n0 » correspond :

IPP n0 : indice du mois de mai 2025 : 117.2

IPI n0 : indice du mois de mai 2025 : 104.2

IMCH n0 : indice du mois de juin 2025 : 142.9

Voici la description des indices INSEE :

| Abréviation | Identifiant | Intitulé   |
|-------------|-------------|--|
| IPI         | 010765178   | Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 20.60 – Fibres synthétiques et artificielles Toutes zones – Base 2021                                     |
| IPP         | 010764935   | Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 20.60 – Fibres artificielles ou synthétiques Prix de base – Base 2021        |
| IMCH        | 001565185   | Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industrie manufacturière (NAF rév. 2 section C) - Base 100 en décembre 2008 |

L'indice 010765178 (indice publié sur le site de l'INSEE) est consultable à l'adresse suivante : [Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 20.60 – Fibres synthétiques et artificielles | Insee](#)

L'indice 010764935 (indice publié sur le site de l'INSEE) est consultable à l'adresse suivante : [Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 20.60 – Fibres artificielles ou synthétiques | Insee](#)

L'indice 001565185 (indice publié sur le site de l'INSEE) est consultable à l'adresse suivante : [Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industrie manufacturière \(NAF rév. 2 section C\) - Base 100 en décembre 2008 | Insee](#)

A défaut de la demande, aucune révision ne pourra être prise en compte par le Pouvoir Adjudicateur. En conséquence, les tarifs en cours seront reconduits jusqu'à la fin du marché.

Les propositions de réajustement de prix devront être adressées à l'adresse mail suivante :

Direction des achats - hôtelier et logistique / [direction-achats.hotelier-logistique@ap-hm.fr](mailto:direction-achats.hotelier-logistique@ap-hm.fr)

La demande doit comporter un tableau des prix applicables qui DEVRA TOUJOURS être présenté avec les éléments suivants :

- Le numéro de marché
- Les indices pour la révision
- Les valeurs des indices ayant permis les calculs,
- Les nouveaux prix révisés (sur la base du BPU en mentionnant le prix initial et l'ensemble des révisions de prix)

### 3. Conditions d'exécution du marché

#### 3.1 – Descriptifs des marchés spécifiques

| Marchés Spécifiques | Catégories | Produits | Désignation                    | Quantitatif estimatif annuel en unité | Montant maxi annuel en HT |
|---------------------|------------|----------|--------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|
| MS 12.1             | 10         | 22       | Calot de chirurgie             | 39 000                                | 8 000 €                   |
| MS 12.2             | 13         | 25       | Carré de toilette pré-imprégné | 8 000                                 | 20 000 €                  |

#### 3.2 – Descriptifs techniques des produits par catégorie

Les descriptifs techniques des produits par catégorie sont indiqués à l'annexe 1 au CCP.  
Les candidats devront stipuler dans chaque fiche technique le conditionnement de chacun des produits.

### 4 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Adresse de livraison :

APHM Plateforme Logistique  
167 CHEMIN SAINT-LOUIS AUX ROVES  
13016 MARSEILLE

#### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Les livraisons devront être en DAP pour l'union européenne et France et en DDP pour les autres pays selon les incoterms de 2020 jusqu'au lieu de livraison indiqué sur le bon de commande.

#### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions suivantes :  
Le délai de livraison en routine devra être inférieur ou égal à 10 jours.

Les livraisons seront effectuées à l'adresse indiquée suivante :  
Plate- Forme Logistique de l'A.P-H.M  
Chemin de saint Louis au Rove  
13016 MARSEILLE

Le numéro du bon de commande devra figurer sur le bon de livraison.  
Les bons de livraison devront être visés par le responsable du service.

Dimension maximum obligatoire des palettes : 120 x 80 cm  
Hauteur maximum tout compris des palettes : 2 m

Les livraisons devront être effectuées sur l'amplitude horaire de 6 heures à 12 heures du lundi au vendredi sous peine de pénalités.

Les livraisons devront se faire au moyen d'un camion équipé d'un hayon élévateur et/ou des matériels nécessaires au déchargement.

Les conditions de transport des produits sont, au minimum, celles édictées par la réglementation en vigueur au moment de la livraison.

#### Achats sur catalogue

Le Pouvoir Adjudicateur pourra être amenée à commander, à partir du catalogue du prestataire, des produits non répertoriés dans le bordereau de prix, mais de nature similaire, pour des besoins urgents, imprévisibles et exceptionnels.

Leur prix sera établi à partir du barème public du titulaire, en vigueur au moment de la commande, auquel sera appliquée la remise contractualisée dans le cadre du marché (cf bordereau de prix), qui devra rester constante pendant toute sa durée.

Préalablement à toute commande, le titulaire devra fournir son barème public, ou la partie concernée, ou un devis établi sur la base de son tarif public, mentionnant :

- le prix public
- la remise contractualisée
- le prix remisé

#### Offres promotionnelles

Si le titulaire est amené à pratiquer des offres promotionnelles à l'égard de l'ensemble de sa clientèle, il aura l'obligation de les répercuter sur les prix des produits objet du marché.

Le titulaire devra en informer le Pouvoir Adjudicateur par courrier électronique, au moins 15 jours avant la mise en œuvre de l'offre promotionnelle, en précisant sa date d'entrée en vigueur et sa durée.

Par ailleurs, les prix résultant d'une offre promotionnelle devront être parfaitement identifiés sur la facture correspondante, au moyen d'un code tel que « PROMO » ou « P » en abrégé.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

## **5 - Pièces contractuelles du marché spécifique**

Par dérogation au SAD, Les pièces contractuelles du marché spécifique sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et son annexe (bordereau de prix unitaire)
- Le cahier des clauses particulières (CCP) du marché spécifique
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du SAD et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les fiches techniques des produits et les certificats de conformité aux normes le cas échéant
- Les bons de commande

## **6 – Clauses complémentaires**

### **6.1 – Clause de réexamen**

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année résultant : d'une modification réglementaire, de la nécessité du pouvoir adjudicateur de faire appel à un service associé spécifique ne figurant pas au bordereau des prix, de l'obsolescence d'un produit ou d'un service associé et de son remplacement par une nouvelle référence, d'une technologie innovante qui, à fonctionnalités équivalentes ou supérieures, permettrait, notamment de diminuer le coût global de possession.

Le pouvoir adjudicateur détermine, par ordre de service simple, des prix nouveaux dans les conditions et limites cumulatives suivantes :

- prix en lien direct avec l'objet du marché,
- prix intégrés à l'intérieur d'une famille du bordereau des prix,

Cet ajout de prix nouveaux par ordre de service est régularisé par avenant, le cas échéant.

## 6.2 - Clause de réexamen des conditions tarifaires du marché

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

En application des articles L6, L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen a vocation à mettre en œuvre la théorie de l'imprévision durant l'exécution du présent marché.

Cette clause sera applicable en cas d'augmentation du prix des composants indispensables à l'exécution des prestations (comme par exemple les matières premières, les coûts de transports, les coûts de main d'œuvre, etc...) dépassant les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties au moment de la passation du contrat.

En effet, dans une telle situation l'application de la clause de révision des prix telle que prévue au marché ne suffirait pas à en garantir l'équilibre économique.

L'application de cette clause nécessite que le surcôt supporté par le cocontractant de l'administration soit la conséquence directe d'un événement imprévisible, indépendant de l'action des parties, et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat.

Dans cette hypothèse :

- ☐ le pouvoir adjudicateur/l'acheteur renonce à l'application de la clause de sauvegarde et/ou butoir applicable au présent marché ;
- ☐ et les parties dérogent à la stipulation relative à la périodicité prévue au présent marché, permettant ainsi une révision du prix dès que la situation économique le justifie et pour une durée égale cette dernière.

A charge pour le titulaire du marché, dès la survenance de l'événement, de présenter, par télécopie ou courrier électronique, sa demande accompagnée de tous les justificatifs étayant la proposition d'augmentation tarifaire en précisant la période d'application souhaitée (date de début et de fin).

Alors, les parties fixeront conjointement la période d'application du nouveau prix au regard de leur connaissance de la situation économique.

Cette période pourra être prolongée à l'issue de la période tant que la situation économique perdure. Dans ce cas avant la fin de la période, le titulaire devra communiquer au pouvoir adjudicateur les éléments nécessaires à une éventuelle prolongation de la dérogation (condition des prix et durée).

A la fin de la période d'imprévision, le prix applicable est celui contractuellement arrêté avant l'application de la présente clause.

La périodicité de révision de prix pour la suite de l'exécution du marché s'applique selon les conditions initiales.

La présente clause sera mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur par ordre de service.

## **7 – Dérogations**

- L'article 5 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 6.1 du CCP déroge à l'article 25 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 6.2 du CCP déroge à l'article 25 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021